



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes

Préfecture du Cantal

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024 - 0738 du 27 mai 2024
modifiant l'arrêté préfectoral du 28/12/1981
autorisant la société Cantal enrobés à exploiter une centrale d'enrobage à chaud
au lieu-dit « Lachaux » sur la commune de Carlat**

Le préfet du Cantal,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;

Vu le décret du président de la République en date du 31 mars 2023 portant nomination de Madame Elodie MAREAU, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2018 modifiant l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration notamment à celles exploitées sous la rubrique 4801 ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1981 autorisant la société routière COLAS à exploiter une centrale d'enrobage à chaud au lieu-dit « Lachaux » sur la commune de CARLAT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-522 du 21 avril 2023 portant délégation de signature à Mme Elodie MAREAU, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal ;

Vu le changement d'exploitant au profit de la société Cantal enrobés notifiée le 02 juillet 2012 ;

Vu la demande adressée le 9 septembre 2019 et complétée les 12 décembre 2019, 3 août 2020, 13 juin 2023, 29 mars 2024 par l'exploitant qui précise les modifications des conditions d'exploitation ;

Vu le courrier adressé le 16 septembre 2020 dans lequel l'exploitant demande à bénéficier d'une dérogation à une prescription de l'article 4.5 de l'arrêté du 9 avril 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection du 23 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté modificatif en date du 26 avril 2024 ;

Vu l'absence d'observation de la société Cantal enrobés sur ce projet ;

Considérant que les évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumettent désormais l'installation exploitée par la société Cantal enrobés (centrale d'enrobage à chaud) au régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement ;

Considérant la demande du bénéfice d'antériorité de l'exploitant souhaitant être soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

Considérant les modifications réalisées sur le site ;

Considérant que ces modifications ne sont pas à regarder comme substantielles au titre du paragraphe I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 1981 autorisant la société Cantal enrobés à exploiter une centrale d'enrobage à chaud au lieu-dit « Lachaux » sur la commune de Carlat ;

Considérant que la demande, exprimée par la société Cantal enrobés, d'aménagement des prescriptions générales de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions de l'article 4 du présent arrêté ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal

ARRÊTE

Article 1 –

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1981 autorisant la société Cantal enrobés à exploiter une centrale d'enrobage sur la commune de Carlat au lieu-dit « Lachaux » est remplacé par l'article suivant :

Article 1

La société Cantal enrobés dont le siège social est situé à « Lachaux » 15130 Carlat, est autorisée à exploiter à la même adresse une installation composée d'une centrale d'enrobage à chaud et ses annexes.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume d'activité	Régime*	Seuil
2521-1	Enrobage au bitume à chaud de matériaux routiers	120 t/heure	E	-
4801-2	Dépôt de bitume	175 t	D	<500 t
4718.2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.	Installation d'une cuve GPL (propane) de 32 t pour l'alimentation du brûleur.	DC	< 50 t

* Détails régimes : A= autorisation ; E= enregistrement; D= déclaration; DC= déclaration à contrôle périodique

Localisation des installations :

Commune de Carlat, section E parcelle n° 162 pour partie, sur une superficie totale représentant 5072 m².

Article 2 – Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques associées à l'enregistrement de la rubrique n° 2521 (arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d')) se substituent à celles des actes administratifs antérieurs à l'exception des aménagements prévus dans l'article 4 du présent arrêté.

Article 3 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent également à partir de la date de signature du présent arrêté, les prescriptions techniques des textes mentionnés ci-dessous à l'exception de celles explicitement exclues pour les installations existantes à leur parution respective :

- arrêté du 28 juin 2018 modifiant l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration notamment à celles exploitées sous la rubrique 4801 ;
- arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Article 4 – Prescriptions particulières

Article 4-1 : Aménagement de l'article 4.5. de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019

En lieu et place des dispositions de l'article 4.5. de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Moyens de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

– d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, parmi les dispositifs suivants :

- a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les réserves d'eau et les poteaux incendie ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, et peuvent coexister pour une même installation. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables aux moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

– d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et des réserves d'eau.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans le délai de 4 mois à compter de la publication ou l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° point ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 - Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 7 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société Cantal enrobés sise « Lachaux », sur la commune de Carlat.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Carlat pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Carlat fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Cantal, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

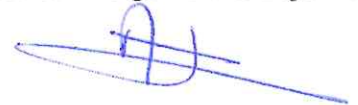
Un extrait est affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 8 - Exécution et copie

La secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal, le maire de la commune de Carlat chargé notamment des formalités d'affichage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- à M. le président du conseil départemental,
- à M. le délégué territorial de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe,



Elodie MAREAU